

PROGRAMME ASIE

LES AMBIGUÏTÉS DE LA LUTTE ANTIDROGUE CHINOISE

PAR VICTOR KELLER

ANALYSTE STRATÉGIQUE, DIPLÔMÉ DE MASTER EN RELATIONS INTERNATIONALES

JANVIER 2019

ASIA FOCUS #101



En 2012, la Chine est devenue la première puissance commerciale au monde et, comme l'a fait remarquer l'ancien directeur de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDDC), Antonio Maria Costa, « *ce qui est frappant sur la carte mondiale des itinéraires de trafic, c'est que la plupart des flux illicites vont, et/ou émanent de grandes puissances économiques. En d'autres termes, les principaux partenaires commerciaux au monde sont aussi les plus grands marchés au monde pour les biens et services illicites* »¹. La Chine est aujourd'hui au cœur de l'économie mondiale ; il est indubitable qu'elle exerce aussi un rôle croissant dans l'économie souterraine globale. Le trafic de drogues, avec près de 243 milliards d'euros de chiffre d'affaires, est le commerce illicite le plus lucratif au monde².

Dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants, le rôle de la Chine est généralement méconnu. Si les États-Unis mènent leur propre guerre à la drogue depuis plus d'un siècle, guerre qui sert parfois des objectifs géopolitiques (en Amérique du Sud notamment³), le reste des États souverains se contentent souvent de gérer le trafic de stupéfiants sur leurs propres territoires. Or, on l'a vu, la Chine exerce aujourd'hui un rôle majeur dans les flux commerciaux mondiaux. Pays des guerres de l'opium, la Chine est indirectement voire directement concernée par deux régions historiquement productrices de pavot, le Triangle d'Or (zone transfrontalière entre le Laos, la Birmanie, et la Thaïlande) et le Croissant d'Or (espace de production chevauchant l'Afghanistan, l'Iran, et le Pakistan). Enfin, avec 1,4 milliard d'habitants, la Chine est immanquablement un immense marché de consommation. Tous ces éléments soulèvent des interrogations auxquelles nous reviendrons à la fin de cette introduction.

Il est d'abord crucial d'évoquer les sources ; travailler sur les trafics illicites – et en particulier sur celui des stupéfiants - revient à se confronter à deux obstacles majeurs. D'abord, le caractère criminel et souterrain de ces trafics, qui fait que les acteurs directement concernés (des grands trafiquants aux consommateurs, en passant par les petits revendeurs) ne communiquent ni leurs méthodes, ni leurs itinéraires, ni leur chiffre d'affaires. Par conséquent, l'immense majorité des sources provient de la répression policière ; ces sources représentent donc bien plus l'action répressive que l'action criminelle proprement dite. Le second obstacle concerne la communication officielle des États concernant la lutte contre le trafic de stupéfiants. Les saisies policières, relayées par

¹ Jean-François Fiorina, *Les Triades, l'autre face de l'économie chinoise*, Comprendre les Enjeux Stratégiques, Note hebdomadaire n°99, ESC Grenoble, 7 mars 2013.

² United Nations, Office on Drugs and Crime, *World Drug Report 2018*, United Nations, 2018.

³ Alain Labrousse, *Géopolitique des drogues*, collection « Que sais-je ? », Presses Universitaires de France, 3^e édition 2011.

la presse, constituent un excellent moyen de mettre en avant l'efficacité policière en matière de lutte contre les stupéfiants, mais elles sont aussi un rideau idéal pour masquer des éventuelles lacunes. Une saisie peut permettre de mettre en lumière un réseau, une route, des individus, une méthode... Mais difficilement l'ensemble d'un trafic. La Chine n'est pas connue pour sa transparence : elle communique très peu sur la consommation, les saisies, les arrestations, les condamnations... Le croisement de sources de tous types est par conséquent d'autant plus indispensable dans le cadre de cette note de synthèse.

La zone géographique couverte n'est pas précise : elle concerne évidemment la Chine, ses proches voisins, mais aussi ses partenaires et ses rivaux. L'objectif de cette note est de comprendre, à travers un certain nombre de cas, comment la Chine lutte contre le trafic de drogues illicites, à la fois sur son territoire et en dehors de ses frontières.

Abordant de nombreuses thématiques et zones géographiques, cette note de synthèse a pour but de répondre à plusieurs interrogations : la Chine a-t-elle pour objectif de prendre la tête de la lutte antidrogue en Asie et ainsi servir un certain nombre d'objectifs économiques ou géopolitiques ? Y a-t-il vraiment une « guerre à la drogue » chinoise et comment la mène-t-elle ? Quel est le rôle précis de la Chine dans la lutte internationale contre le trafic de stupéfiants ?

Dans un premier temps, nous allons voir comment la Chine mène sa propre guerre à la drogue, pour ensuite nuancer cette idée dans une seconde partie en étudiant l'ambiguïté de l'action chinoise dans la lutte contre les stupéfiants, et enfin, dans la troisième partie, analyser les nouveaux enjeux face auxquels la Chine est confrontée dans un contexte de globalisation du trafic des drogues illicites.

LA GUERRE À LA DROGUE CHINOISE

Originnaire des États-Unis, l'expression « guerre à la drogue » représente la volonté d'un État d'éradiquer toute forme de production et de consommation de drogues illicites. Souvent géré par des organisations criminelles armées et organisées, le trafic et la production de drogues illicites font en effet souvent l'objet d'un conflit violent entre les forces de l'ordre nationales – voire l'armée- et les trafiquants.

Bien que la Chine n'ait pas signé la Convention unique sur les stupéfiants de 1961⁴, il est clair qu'elle adhère au consensus international selon lequel les psychotropes étant considérés comme illégaux devraient disparaître, dans la perspective utopique d'un « monde sans drogues ». La perception chinoise de la drogue est cependant bien spécifique, et cela est en partie dû à son histoire récente, marquée par les guerres de l'opium (1839-1842 et 1856-1860).

Le pays des guerres de l'opium

Les deux guerres de l'opium restent, dans les représentations chinoises, les premiers signes d'un empire millénaire qui se plie face à la puissance occidentale. Les causes de ces conflits sont purement commerciales et, au début du XIX^e siècle, l'opium (d'abord en tant qu'analgésique puis en tant que psychotrope) est un produit commercial, pour les Chinois comme pour les Britanniques⁵. Ces derniers finissent par inverser la balance commerciale et ils profitent alors bien plus de l'opium que leurs homologues chinois. La dynastie Qing, constatant cette injustice couplée à la corruption de ses fonctionnaires et à une situation sanitaire dramatique, décide de prohiber l'opium sur son territoire⁶. Si les motivations sont principalement commerciales, la Chine est une des premières puissances à instaurer une véritable prohibition ; à titre de comparaison, il a fallu attendre 1906 pour que les États-Unis promulguent leur première loi antidrogue (*pure food and drug act*)⁷.

L'administration impériale chinoise, qui conserve encore son autorité en cette première moitié du XIX^e siècle, mène la politique de prohibition d'une main de fer ; les commerces et les fumeries d'opium jusqu'alors légaux sont saisis, et leurs propriétaires se voient forcés d'échanger leur opium contre du thé⁸. Des milliers de tonnes de drogues sont détruites. D'une certaine manière, les Chinois sont les premiers à expérimenter les manières classiques de mener une prohibition (saisies, éradication des cultures, arrestation des commerçants...). Cette prohibition efficace n'arrange pas les Britanniques, ce qui déclenche la première guerre de l'opium (1839-1842).

Les Occidentaux ressortent vainqueurs de la première guerre de l'opium, mais leur commerce n'est pas assez étendu pour être profitable. L'Empire chinois refuse de donner plus de comptoirs commerciaux aux pays occidentaux (Royaume-Uni, France, États-Unis), ce qui entraîne la seconde guerre de l'opium (1856-1860). Ce deuxième conflit achève une Chine déjà affaiblie qui n'a pas d'autres choix que de se soumettre et de s'ouvrir au monde.

⁴ Nations unies, *Convention unique sur les stupéfiants de 1961*, ONU, 1961.

⁵ Antonio Escohotado, *A Brief history of drugs*, Park Street Press, 1999.

⁶ Julia Buxton, *the Political economy of narcotics, Production, consumption and global markets*, Fenwood Publishing, 2006., p. 33.

⁷ Antonio Escohotado, *A Brief history of drugs*, Park Street Press, 1999.

⁸ Ibid.

Il n'est pas exagéré de parler d'événements traumatisants lorsque l'on évoque les conséquences des guerres de l'opium pour la Chine. Mais les conséquences s'observent aussi à l'échelle globale.

La deuxième guerre de l'opium a été l'occasion pour les États-Unis de rentrer dans le conflit. Le gouvernement américain n'a cependant pas la même vision des drogues que celle partagée par les puissances européennes ; marqués par le protestantisme, les Américains sont partisans de l'abstinence et ont donc en commun avec l'administration chinoise une visée prohibitionniste. Cette vision se manifeste par un premier accord international visant à interdire l'opium signé à Shanghai en 1909⁹. La Convention internationale de l'opium qui se tient à La Haye en 1912 marque le baptême de la prohibition internationale moderne. En plus de préconiser l'interdiction, pour les États signataires, de l'opium, elle suggère pour la première fois d'interdire la cocaïne, l'héroïne, ou encore la morphine¹⁰. Les États-Unis, la France, le Japon, la Russie et la Chine font partie des signataires. La prohibition internationale contemporaine est en quelque sorte l'héritière de la prohibition chinoise d'une part et du puritanisme américain d'autre part.

Les guerres de l'opium constituent une représentation historique majeure et traumatisante pour les Chinois. Mais elles sont aussi un élément fondateur de la prohibition antidrogue chinoise et même globale. La prohibition fait aujourd'hui l'objet d'un consensus international, principalement sous l'impulsion des États-Unis. La Chine a pourtant une tradition de prohibition plus ancienne et plus forte. La surconsommation historique d'opium en Chine est un des principaux facteurs de la prohibition actuelle. Les méthodes extrêmement répressives des autorités chinoises pour lutter contre les trafics de drogues sont clairement un héritage historique. Pour illustrer cette idée, on peut évoquer l'empereur Jiaqing (1796-1821) qui décide de condamner à la peine de mort les trafiquants d'opium en 1796¹¹. C'est une méthode de répression encore appliquée aujourd'hui dans un certain nombre de pays asiatiques, dont la Chine.

La Chine, emblème d'une méthode « asiatique » de lutte contre les trafics ?

Paradoxalement, la Chine est, quantitativement parlant, un des États qui dispose le moins d'effectifs policiers proportionnellement à sa population : il y a 1,4 million de

⁹ Julia Buxton, *the Political economy of narcotics, Production, consumption and global markets*, Fenwood Publishing, 2006., p. 39.

¹⁰ Ibid, p. 39.

¹¹ W. Travis Hanes III, Frank Sanello, *Opium Wars. The Addiction of One Empire and the Corruption of Another*, Sourcebooks, 2004, p. 60.

fonctionnaires de police pour 1,4 milliard d'habitants¹². Pour pallier cette lacune, la Chine met au service de son système policier la technologie : la reconnaissance faciale est désormais étendue dans toute la Chine et, dans le même temps, les Chinois seront bientôt notés en fonction de leurs civilités ou incivilités¹³. La Chine est, indubitablement, un État qui tient à garder le contrôle sur sa population. La question est de savoir comment cette idée se traduit dans le cadre de la prohibition antidrogue.

Rodrigo Duterte est connu mondialement pour ses méthodes pour le moins expéditives en matière de lutte contre les stupéfiants. Le président philippin affirme, le 23 juillet 2018 à l'occasion du discours sur l'état de la nation, que « *La guerre contre les drogues illégales ne s'arrêtera pas, au contraire, elle sera sans relâche et terrifiante.* »¹⁴. « *Officiellement, la police philippine a éliminé 4200 vendeurs et usagers de drogues depuis 2016 ; il y aurait en réalité trois fois plus de victimes par « exécution extrajudiciaire »* »¹⁵. *Si les Philippines font la une des médias occidentaux, la Chine se fait infiniment plus discrète. Contrairement à Duterte, le gouvernement chinois n'a pas pour habitude d'afficher publiquement ses statistiques concernant les exécutions judiciaires.* La prohibition des drogues illicites est un principe international, mais l'exécution quasi systématique des revendeurs n'est pas en accord avec les législations internationales.

*Pourtant, selon un rapport alternatif sur les drogues publié par Transform Drug Policy Foundation, la Chine appliquerait la même politique que les Philippines sur son territoire ; plus de 1000 exécutions liées à des affaires de drogues auraient lieu en Chine tous les ans*¹⁶. Selon ce même rapport, le gouvernement chinois aurait bâti ses propres centres de désintoxication où des consommateurs de drogue y seraient enfermés pendant des mois voire des années¹⁷. Le gouvernement chinois a également eu l'idée originale d'analyser les eaux usées de ses villes ; des traces de drogues dans les urines ou les excréments des habitants permettent en effet de détecter une consommation et un trafic potentiel dans un environnement urbain précisément délimité¹⁸. L'idée d'un contrôle total sur l'ensemble des Chinois s'applique donc aussi dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants.

¹² Jean-François Fiorina, *Les Triades, l'autre face de l'économie chinoise*, Comprendre les Enjeux Stratégiques, Note hebdomadaire n°99, ESC Grenoble, 7 mars 2013.

¹³ Franceinfo, *En Chine, les personnes qui ont une mauvaise "note sociale" pourraient être empêchées de prendre l'avion ou le train*, franceinfo.tv, 19/03/2018, https://www.francetvinfo.fr/monde/chine/en-chine-les-personnes-avec-une-mauvaise-note-sociale-ne-pourront-plus-prendre-l-avion-ou-le-train_2664590.html

¹⁴ Gabrielle Trottmann et Claire Morand, *Philippines : Duterte déterminé à poursuivre sa guerre contre la drogue*, Arte.tv, 23/07/2018, <https://info.arte.tv/fr/philippines-duterte-determine-poursuivre-sa-guerre-contre-la-drogue>

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Transform Drug Policy Foundation, *Alternative Drug Report*, Transform Drug Policy Foundation 2016.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Phane Montet, *Lutte contre les drogues : la police chinoise analyse désormais les eaux usées*, Usbek & Rika, 20/07/2018, <https://usbeketrica.com/article/chine-surveiller-drogues-eaux-usees>

Selon XI Jinping, la lutte contre le trafic de drogues est directement liée au bien-être de sa population et à la sécurité nationale. Il a récemment annoncé que le gouvernement chinois allait investir plus de 10 millions de Yuans (1, 5 millions d'euros) dans le projet d'analyse des eaux usées¹⁹. Le *Big Data* chinois est donc clairement mis au service de la lutte antidrogue.

La manière dont un État gère les problèmes liés au commerce et à l'usage des drogues illicites sur son territoire est généralement représentative de la façon dont il gère ces mêmes problèmes à l'étranger. La globalisation du trafic de drogues illicites étant aujourd'hui évidente, il convient de se demander si la Chine est aussi déterminée à combattre la drogue à l'étranger qu'elle l'est à l'intérieur de ses frontières. Pour cela, la coopération avec ses voisins et ses partenaires est incontournable.

Un début de coopération régionale, voire internationale ?

Le discours officiel chinois à l'international est relativement similaire à celui des autres États en matière de lutte contre les stupéfiants. En mai 2018, l'Office des Nations Unies contre la Drogue et Crime (ONUDC) et la Chine ont signé un « *plan d'action conjoint pour renforcer la coopération stratégique dans les domaines de la prévention du crime et la justice pénale* »²⁰. Ce plan est censé faciliter la collaboration entre le ministère de la Justice chinoise et l'ONUDC. Il est important de rappeler que, contrairement au ministère de la Justice chinoise, l'ONUDC n'est pas un organisme répressif et n'a aucune autorité juridique. Cette collaboration consisterait donc, idéalement, à un simple échange d'informations. Précisons également qu'un certain nombre d'États font régulièrement des promesses à l'ONUDC ; promesses qu'ils n'honorent que partiellement voire nullement. Il est également clair que la manière chinoise de lutter contre les trafiquants n'est pas conforme à celle préconisée par l'ONU. Mais étant donné la réticence traditionnelle de la Chine envers les instances internationales, cette annonce conserve un caractère significatif.

L'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), créée en 2001, constitue une coopération à la fois économique et sécuritaire. Ces deux domaines sont indubitablement liés dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants, en particulier dans un sous-ensemble

¹⁹ Ibid.

²⁰ Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (15 mai 2018), *L'ONUDC et la Chine renforcent leur coopération pour la prévention du crime et la justice pénale grâce à un nouveau plan d'action commun* {Communiqué de presse}, repéré à <https://www.unodc.org/unodc/fr/press/releases/2018/May/unodc--china-to-strengthen-crime-prevention--criminal-justice-cooperation-through-new-joint-action-plan.html>

régional proche de l'Afghanistan, premier pays producteur de pavot au monde, et cas d'école en ce qui concerne l'instabilité politique et sécuritaire²¹.

En juin 2018, a eu le dernier sommet tenant place à Qingdao et le Bureau de contrôle des stupéfiants chinois était présent par l'intermédiaire de son directeur adjoint, Wei Xiaojun. Ce dernier a affirmé que ses services étaient « *« disposés à négocier avec leurs homologues des autres pays membres de l'OCS et à coopérer plus étroitement avec eux afin de cibler plus précisément les itinéraires transnationaux qu'emprunte le trafic de drogue ainsi que les laboratoires clandestins de drogue, et de réduire à néant les chaînons financiers »*²². Étant à la tête de l'OCS, la Chine a en effet une position très favorable dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants.

La coopération entre la Chine et la Russie au sein de l'OCS permet d'avoir un aperçu concret des actions communes en matière de lutte contre les stupéfiants. La région du Primorié Kraï, située à l'Extrême-Orient de l'extrême-sud-russe, est frontalière de la Chine. Avec huit ports et un espace transfrontalier immense, la région est un terreau pour l'économie légale, mais aussi pour les criminels internationaux. Le FSKN (service de lutte antidrogue russe) coopère ainsi avec les services chinois dans la région ; la mafia contrôlerait jusqu'à 80% des structures commerciales dans le pays ²³. Des intérêts économiques communs ont clairement poussé les deux pays à s'entendre sur un programme de lutte.

La nomination d'un directeur chinois à Interpol a également constitué un signe évident de la volonté chinoise de participer – et ainsi d'exercer son influence – à la lutte contre le crime international. Mais la conclusion précipitée de sa carrière marque une ambiguïté manifeste de la part des autorités chinoises.

UN DOUBLE JEU CHINOIS ?

Tant par la communication que par la répression, la Chine prétend clairement mener sa propre guerre à la drogue. Mais le décalage entre discours officiels et réalité apparaît comme un véritable fossé dans le cas chinois. La deuxième partie de cette note de synthèse vise à expliciter cette dissonance bien chinoise.

²¹ United Nations, Office on Drugs and Crime, *World Drug Report 2018*, United Nations, 2018, Book 2, p. 7.

²² Chine Magazine, *Lutte anti-drogue, la Chine souhaite créer une agence au sein de l'OCS*, www.chine-magazine.com, 7 juin 2018. <https://www.chine-magazine.com/lutte-antidrogue-la-chine-souhaite-creer-une-agence-au-sein-de-locs/>.

²³ Sarsembaev, I. (2016). 1 - La coopération entre les services fédéraux russes et le Ministère de la Sécurité publique de la R.P. de Chine dans la lutte contre la criminalité organisée en Extrême-Orient russe (Aspects transfrontaliers). *Sécurité globale*, 5,(1), 7-27. doi:10.3917/secug.161.0007.

Un interventionnisme moins marqué malgré les enjeux régionaux

Le Triangle d'Or (zone transfrontalière entre la Birmanie, le Laos, et la Thaïlande) et le Croissant d'Or (espace régional aux confins de l'Iran, du Pakistan, et de l'Afghanistan) sont les deux espaces historiques de culture de pavot les plus importants au monde. La Chine est directement impliquée dans le cas du Triangle d'Or par la proximité géographique et indirectement impliquée avec le Croissant d'Or par ses visées économiques et géopolitiques en Asie Centrale, notamment par le biais des routes de la soie. Étudier l'activité ou l'inactivité de la Chine vis-à-vis de ces espaces est essentielle pour comprendre comment le pays gère les enjeux liés à la drogue hors de ses frontières.

Pendant très longtemps, l'État chinois n'a rien fait contre la culture du pavot dans le Triangle d'Or. De leur côté, les trafiquants chinois ont rapidement pris en charge le trafic d'héroïne, la Chine étant un marché immense pour un Triangle d'Or de plus en plus concurrencé par le Croissant d'Or²⁴. Dès 1950, de nombreux laboratoires à Hong-Kong, en Thaïlande, ou encore au Laos se chargent de transformer le pavot du Triangle d'Or en opium. Ce sont principalement des Chinois qui travaillent dans ces laboratoires²⁵. Il est donc clair que la Chine est depuis longtemps directement impliquée dans la production et le trafic de drogues dans le Triangle d'Or.

La Chine a exercé une pression importante dans les années 2000 pour réduire les surfaces de culture de pavot dans le Triangle d'Or. Cette pression a eu des résultats encourageants : en 2007, la production d'opium de pavot ne dépassait pas les 5% de la production mondiale²⁶. L'action chinoise s'explique principalement par des enjeux transfrontaliers, que la Chine ne peut ignorer ; par exemple, elle a considérablement œuvré pour éradiquer les cultures de pavot dans la région autonome de Wa, au nord-est de la Birmanie²⁷. Des enjeux principalement économiques ont poussé la Birmanie et la Chine à coopérer. Ces mêmes enjeux économiques forcent la Chine à accentuer les patrouilles sur le fleuve Mékong, stratégique pour les autorités chinoises comme pour les trafiquants.

Cependant la production d'opium dans le Triangle d'Or a de nouveau augmenté depuis 2011 ; la Birmanie a vu ses surfaces de cultures s'agrandir de 14% en 2011 avec près de 28 500 hectares²⁸. Cela est dû à un regain de la production en conséquence de la

²⁴ DASSE **Martial**, « Les réseaux de la drogue dans le triangle d'or », *Cultures & Conflits* [Online], 03 | automne 1991, Online since 31 December 2002, connection on 22 September 2018. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/111> ; DOI : 10.4000/conflits.111

²⁵ Alexandre Marchant, *Histoire et géopolitique des opiacés en Asie du Sud-Est*, vih.org, 25 septembre 2017, <http://vih.org/20170925/histoire-et-geopolitique-du-traffic-opiacés-en-asie-du-sud/139632>

²⁶ United Nations, Office on Drugs and Crime, *World Drug Report 2018*, United Nations, 2018

²⁷ Long Courrier, *Le Triangle d'Or, ou les enjeux du trafic d'opium*, 26, mai 2013, <http://www.keskiscpass.com/wordpress/le-triangle-dor-ou-les-enjeux-du-traffic-dopium/>

²⁸ Ibid.

concurrence afghane, mais aussi à un retrait récent des autorités chinoises dans le Triangle d'Or. Une instabilité liée à des affrontements entre cultivateurs armés – dépendants des cultures de pavot - et autorités chinoises ou birmanes pourrait desservir les intérêts économiques de la Chine. Qui plus est, les Chinois n'ont pas aidé les paysans birmans à développer des cultures alternatives à celle du pavot.

On l'a vu, la Chine affiche la volonté de coopérer dans la lutte contre les trafics de drogue dans le cadre de l'OCS. Mais il convient, une fois de plus, de différencier discours et réalités. Les différents projets d'éradication d'un autre leader prohibitionniste, les États-Unis, montrent que lutter contre une production étrangère est souvent contre-productif. *Il peut être utile de rappeler que les Américains, malgré des moyens considérables, ont été incapables d'éradiquer ou ne serait-ce que réduire la production de pavot en Afghanistan. Si des superficies de culture ont bien été éradiquées, ces superficies sont tout simplement réapparues dans d'autres régions afghanes.* Par exemple, de 2016 à 2017, la production d'opium en Afghanistan a augmenté de 65%²⁹. Il est indubitable que l'échec américain en Afghanistan est pris en compte par les Chinois. En effet, la lutte contre une agriculture dont de nombreux Afghans sont complètement dépendants est un facteur important de déstabilisation. Une manière militaire d'éradication des cultures serait contreproductive pour la Chine qui cherche avant tout la stabilisation sécuritaire de la région.

Des accords de coopération entre la Chine et l'Afghanistan sont signés entre 2007 et 2011³⁰ pour lutter contre le trafic de drogue, mais il s'agit essentiellement pour la Chine de fournir du matériel aux autorités afghanes. Il est hautement probable que, malgré les intérêts économiques chinois en Afghanistan, les autorités chinoises ne combattront jamais directement les trafiquants afghans ou les talibans. La Chine envoie des travailleurs, des commerçants, des ingénieurs, mais pas des militaires. Dans le même temps, l'opium afghan inonde progressivement le marché chinois, et notamment la région du Xinjiang, à l'extrême-ouest de la Chine³¹. Cette région autonome partage en effet une partie de sa frontière avec l'Afghanistan. Vis-à-vis des enjeux sécuritaires (terrorisme, instabilité) et économiques (routes de la Soie), la lutte contre le trafic de drogues est perçue comme très secondaire par les autorités chinoises.

²⁹ Ibid.

³⁰ Zalmaï Haquani, *Chine et Afghanistan*, Académie de Géopolitique de Paris, avril 2016 ;

³¹ Thierry Kellner, *La Chine et l'Afghanistan dans la période post-11 septembre*, in *Relations internationales*, 2009/2 (n° 138), P. : 160, ISBN : 9782130572817, DOI : 10.3917/ri.138.0111, Presses Universitaires de France

Contrairement aux discours officiels, l'implication de la Chine dans la lutte contre le trafic de drogues illicites international reste pour l'heure timide. Pourtant, les organisations criminelles chinoises, les Triades en tête, sont de plus en plus actives dans le trafic international et elles ont la particularité d'être traditionnellement très proches du pouvoir central.

Les Triades, mafia auxiliaire de l'État ?

Les Triades (三合會, pinyin : *Sānhéhuì*) sont, par leur histoire, leur structure et leurs modes d'action, une organisation unique dans le monde. Société secrète fondée au XVII^e siècle, les Triades se sont d'abord opposées aux fonctionnaires mandchous, puis aux colonisateurs occidentaux³². Pourchassées par le régime communiste dès 1949, les Triades se réfugient à Hong-Kong, et parviennent à faire de la ville une véritable plaque tournante pour toute l'Asie du Sud-est. Un revirement significatif du gouvernement chinois se produit au début des années 1990 : le ministre de la Sécurité publique, Tao Siju, va jusqu'à déclarer en 1993 que « *les Triades sont des patriotes qui aiment Hong-Kong et la Chine, le gouvernement chinois est heureux de s'unir à elles* »³³. Siju se félicite même d'avoir choisi des membres des Triades pour protéger le chef suprême chinois d'alors, Deng Xiaoping, lors de ses voyages à l'étranger. Les réintégrations d'Hong-Kong (1997) et de Macao (1999) correspondent d'ailleurs à une explosion des activités de la société secrète chinoise ; les spécialités des Triades sont notamment les trafics de drogues et d'êtres humains, mais aussi la contrefaçon et le blanchiment d'argent.

La collusion entre l'État chinois et les Triades semble si importante que l'on en vient à se demander si le qualificatif de « mafia » correspond vraiment pour qualifier cette société secrète séculaire. Pourtant, on l'a vu, la répression chinoise envers le trafic de drogues illicites est considérablement sévère et le narcotraffic représente une part considérable de l'activité économique informelle des Triades. L'héroïne provenant du Triangle d'Or, et en particulier de Birmanie, transite par centaines de kilos dans les ports de la Chine du Sud³⁴. Si les polices chinoises d'Hong-Kong, formées par les Britanniques, sont relativement efficaces, les douanes des ports chinois sont quant à elles facilement corrompibles. La corruption est un phénomène considérablement implanté en Chine, allant du simple policier jusqu'au parti gouvernemental.

Les Triades se considèrent aussi comme une société secrète patriotique. Ainsi, il est tout à fait logique qu'elles participent à l'essor économique de la Chine. À titre d'exemple, *Sun*

³² Alain Labrousse, *Géopolitique des drogues*, collection « Que sais-je ? », Presses Universitaires de France, 3^e édition 2011, p. 67.

³³ Ibid. p 67.

³⁴ Ibid. p 68.

Yee On (« Nouvelles Vertus et Paix), puissante triade hongkongaise, a largement investi dans la Zone économique spéciale de Shenzhen³⁵. En plus de la corruption, ce genre d'investissements marque la dualité entre un *yang* qui représenterait l'économie légale chinoise et un *yin* symbolisant les fonds souterrains et illicites des Triades.

L'organisation criminelle n'a pas manqué l'entrée dans la globalisation : les Triades sont présentes aux Philippines, aux États-Unis, en Russie, au Japon et en Europe (y compris en France)³⁶. À l'instar d'autres mafias internationales, les Triades s'appuient sur les communautés chinoises présentes dans les grandes métropoles. Particulièrement isolées, ces communautés offrent une excellente dissimulation pour les activités criminelles. L'héroïne du Triangle d'Or se vend partout dans le monde.

L'extrême opacité des activités des Triades est finalement assez similaire à la politique de l'État chinois. Ces deux systèmes sont caractérisés par l'usage limité de la violence (si elle est nécessaire, elle s'applique de manière discrète), une très grande prudence, et de manière générale une capacité unique à ne pas dévoiler ni ses techniques ni ses desseins. Si la Chine affiche très clairement aux yeux du monde une lutte acharnée contre la corruption, l'influence des Triades en Chine, à la fois économique et politique, semble évidente. Le laxisme voire le soutien des autorités chinoises envers une organisation criminelle internationale fait, une fois de plus, peser le doute sur leur politique en matière de lutte contre les stupéfiants.

Une Chine qui s'efface dans la coopération internationale

On l'a vu, la Chine n'a pas signé la Convention unique sur les stupéfiants de 1961. Le discours officiel chinois affirme lutter de manière efficace contre les stupéfiants dans le cadre de la coopération internationale. Mais la Chine, comme dans d'autres domaines, avance dans l'ombre. Si Pékin ne va plus jusqu'à nier l'existence de réseaux sur son territoire, sa communication en matière de lutte contre les stupéfiants reste très lacunaire. Le rapport 2018 de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ne contient que très peu de données sur la Chine, d'autant plus que le gouvernement communiste est libre de communiquer les statistiques qui l'arrangent³⁷.

L'arrestation de l'ex-directeur d'Interpol, Meng Hongwei, par les autorités chinoises en octobre 2018 n'a pas redoré l'image de la Chine vis-à-vis de la communauté internationale. Après l'ONU, Interpol est la deuxième organisation intergouvernementale mondiale. Même si Interpol n'est pas une autorité policière à proprement parler, elle

³⁵ Jean-François Fiorina, *Les Triades, l'autre face de l'économie chinoise*, Comprendre les Enjeux Stratégiques, Note hebdomadaire n°99, ESC Grenoble, 7 mars 2013.

³⁶ Ibid.

³⁷ United Nations, Office on Drugs and Crime, *World Drug Report 2018*, United Nations, 2018

fournit un travail d'analyse et de stockage essentiel pour la coopération internationale en matière de criminalité³⁸. Au moment de son investiture, Meng Hongwei était vice-ministre de la Sécurité publique et était donc à la tête du système policier chinois ; système qui, on l'a vu, n'est pas forcément en phase avec les standards internationaux. Néanmoins, la nomination d'un chinois à la direction d'un organisme international tel qu'Interpol pouvait signifier une volonté chinoise de s'ouvrir et de coopérer avec les autres pays dans le domaine de la criminalité internationale.

Les disparitions forcées sont des pratiques courantes en Chine³⁹. Mais enlever le directeur d'Interpol montre que les autorités chinoises préfèrent toujours garder un contrôle absolu sur leurs ressortissants plutôt que de montrer une image favorable aux yeux du monde. Meng Hongwei est officiellement accusé de corruption⁴⁰. Les raisons précises de son arrestation sont totalement inconnues. Si la Chine ne peut pas placer un de ses hauts-fonctionnaires dans des organisations internationales sans que celui-ci soit corrompu, opposé au régime, ou simplement trop informé, il paraît difficile pour le pays de coopérer avec la communauté internationale.

L'arrestation expéditive de Meng Hongwei est symbolique de l'attitude de la Chine au niveau international : isolationnisme, manque de transparence, absence de coopération... Cette affaire singulière est une preuve supplémentaire que les méthodes chinoises en matière de lutte contre la criminalité – ou de lutte contre les opposants politiques - isolent le pays par rapport aux autres. Pourtant, dans un contexte de globalisation de la criminalité et des trafics de stupéfiants, la Chine peut difficilement se passer de coopérer au niveau mondial.

D'ores et déjà marché historique pour le Triangle d'Or et le Croissant d'Or, la Chine connaît également de nouvelles mutations en tant que zone de production et de consommation de drogues illicites. À l'instar du continent africain, l'Asie –et particulièrement la Chine - apparaît comme un marché prometteur pour les trafiquants internationaux. Le cannabis et la cocaïne, psychotropes traditionnellement destinés aux marchés américains et européens, ont récemment fait leur entrée sur le marché asiatique. De plus, la Chine produit pour le monde entier de nouvelles drogues de synthèses. Il convient donc d'étudier comment la Chine gère ces problèmes sans précédent.

³⁸ Laurence Defranoux, *Un haut responsable chinois à la tête d'Interpol, est-ce bien raisonnable*, Libération, 16/11/2016, https://www.liberation.fr/planete/2016/11/16/un-haut-responsable-chinois-president-d-interpol-est-ce-bien-raisonnable_1528301

³⁹ Jean-Vincent Brisset interrogé par Franceinfo, *Président d'Interpol : « La disparition forcée est une pratique répandue en Chine »*, franceinfo.tv, 08/10/2018, https://www.francetvinfo.fr/monde/chine/president-d-interpol-la-disparition-forcee-est-une-pratique-repandue-en-chine_2976171.html

⁴⁰ Ibid.

LA CHINE FACE AUX NOUVEAUX ENJEUX LIÉS AUX TRAFICS DE DROGUES ILLICITES

Un des signes évidents de l'entrée de la Chine sur le marché mondial des drogues illicites est la présence croissante de mafias étrangères sur son territoire. Autre marché récent, l'Afrique exporte ses criminels jusqu'en Chine. De plus en plus de dealers de métamphétamines pékinois sont d'origine nigériane⁴¹. En Afrique, la kétamine (anesthésique très puissant dont la légalité est remise en question en Chine et en Afrique) produite dans les entreprises pharmaceutiques chinoises est de plus en plus populaire⁴². Les laboratoires chinois peuvent en effet aisément contourner les législations nationale et internationale en concevant de nouvelles drogues qui ne sont pas dans les listes des substances prohibées. Ainsi la Chine est-elle devenue à la fois un pays producteur de nouvelles substances psychoactives et un marché pour les drogues plus traditionnelles.

La Chine nouveau marché pour les trafiquants internationaux ?

Les immenses ensembles urbains chinois constituent une manne financière considérable pour les organisations criminelles internationales. Shenzhen, à l'origine un conglomérat de villages de pêcheurs, est aujourd'hui une métropole à la croissance économique exponentielle. Avec près de 10 millions d'habitants et un PIB de plus de 8500 dollars par habitant⁴³, la ville profite aujourd'hui d'une classe moyenne importante. Pour les trafiquants, il s'agit d'une clientèle avec un potentiel financier quasi illimité. En avril 2018, la police chinoise saisit plus de 1,3 tonne de cocaïne à Shenzhen ; c'est la plus grosse saisie de cocaïne jamais effectuée sur le territoire national⁴⁴. La cocaïne étant exclusivement produite dans certains pays d'Amérique du Sud⁴⁵ (Colombie, Bolivie, Pérou...), la provenance de la marchandise était plus ou moins connue.

On l'a vu, les toxicomanes chinois consomment principalement des drogues synthétiques (60% de la consommation) et des opiacés (38%) ; la cocaïne et le cannabis, drogues traditionnellement destinées aux marchés américains et européens, ne représentent que 1,4% de la consommation en Chine⁴⁶. Si l'on prend en compte d'une part la popularité de la cocaïne et du cannabis dans les marchés traditionnels et l'émergence d'une classe

⁴¹ Sébastien Le Belzic, *La Chinafrique accro à la kétamine*, LeMonde.fr, 13/04/2015, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/04/13/la-chinafrique-accroc-a-la-ketamine_4615008_3212.html

⁴² Ibid.

⁴³ <http://www.sz.gov.cn/cn/>

⁴⁴ Le Point avec AFP, *Chine: saisie record de 1,3 tonne de cocaïne*, Lepoint.fr, 25/04/2018. https://www.lepoint.fr/monde/chine-saisie-record-de-1-3-tonne-de-cocaine-25-04-2018-2213295_24.php

⁴⁵ Alain Labrousse, *Géopolitique des drogues*, collection « Que sais-je ? », Presses Universitaires de France, 3^e édition 2011.

⁴⁶ Le Point avec AFP, *Chine: saisie record de 1,3 tonne de cocaïne*, Lepoint.fr, 25/04/2018. https://www.lepoint.fr/monde/chine-saisie-record-de-1-3-tonne-de-cocaine-25-04-2018-2213295_24.php

moyenne, voire aisée, dans les grandes villes chinoises d'autre part, il est évident que les trafiquants internationaux auraient tort de négliger le marché chinois.

Le cannabis représente un problème beaucoup plus spécifique pour les autorités chinoises. Cette drogue douce fait en effet l'objet de plus en plus de changements législatifs radicaux à travers le monde : l'Uruguay, le Canada et un certain nombre d'États américains (Californie, Colorado, Washington) ont légalisé le cannabis. En Chine, l'interdiction est récente (1979). Pourtant, il existe des zones de production de cannabis dans le pays : dans la province de Yunnan, la ville de Dali est historiquement une zone de culture⁴⁷. Les Ouïghours de la province du Xinjiang produisent également du haschisch grâce aux techniques importées d'Asie Centrale⁴⁸. Ces zones de productions restent néanmoins marginales et la consommation de cannabis est faible en Chine. Mais le changement dans la législation de certains pays et l'arrivée des organisations criminelles internationales sur le marché chinois pourraient changer la donne en ce qui concerne le cannabis.

La Chine, les États-Unis, et la crise des opioïdes

La Chine n'est pas le seul État à être à la fois un pays producteur et un marché pour les drogues illicites. Mais la crise des opioïdes entre les États-Unis et la Chine montre que cette dernière ne traite pas de la même manière sa production de psychotropes vouée à l'exportation et le trafic de drogues illicites sur son propre territoire.

Les rapports européens et internationaux (Observatoire Européen des drogues et ONUDC) pointent en effet une production de plus en plus importante des drogues de synthèse en Chine⁴⁹. L'observatoire européen des drogues et des toxicomanies précise que, « dans nombre de cas, les nouvelles substances sont produites en vrac par des entreprises chimiques et des sociétés pharmaceutiques en Chine. »⁵⁰. Ces nouvelles substances sont variées et leur statut légal est souvent incertain. Pour citer quelques exemples, on peut évoquer le fentanyl, la kétamine, ou encore le tramadol, antidouleur très populaire en France⁵¹.

Dans le cadre de ce nouveau trafic, la Chine a un autre atout : la cybercriminalité. Quand la marchandise n'est pas achetée via des sites de commerce en ligne légaux, elle se vend à travers le *darknet*. Selon le dernier rapport de l'UNODC, près de 9% des vendeurs de

⁴⁷ Seshata, *Le Cannabis en Chine*, Sensi Seeds, 06/02/2014, <https://sensiseeds.com/fr/blog/le-cannabis-en-chine/>

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ United Nations, Office on Drugs and Crime, *World Drug Report 2018*, United Nations, 2018

⁵⁰ Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies, *Rapport Européen sur les drogues, tendances et évolutions*, EMCDDA, 2018.

⁵¹ Ibid.

drogues utilisant les réseaux du darknet sont chinois⁵². Pour les consommateurs américains ou européens, internet est un moyen privilégié pour se fournir en drogues de synthèse chinoises.

Fabriquer de l'héroïne coûte cher et ce psychotrope reste dépendant de facteurs agricoles (qualité de la récolte, météo, coopération des paysans...). Les drogues de synthèses sont ainsi de plus en plus privilégiées par les trafiquants. Le fentanyl, un opioïde analgésique cent fois plus puissant que la morphine, est de plus en plus populaire auprès des toxicomanes américains, qui s'en procurent depuis des sites de commerce en ligne chinois⁵³. Ce nouveau phénomène a mené, aux États-Unis, à une véritable « crise des opioïdes » ; en 2016, plus de 2000 overdoses mortelles ont eu lieu dans le seul État de l'Ohio⁵⁴. Ce constat ne permet pas de tirer des conclusions définitives et irrévocables quant à l'attitude de la Chine vis-à-vis de ce nouveau trafic.

À l'occasion de son voyage à Pékin en novembre 2017, Donald Trump accuse le gouvernement chinois de fermer les yeux sur ce trafic de « *fentanyl mortel et bon marché* »⁵⁵. Cela renforce l'hypothèse selon laquelle ce trafic illicite profiterait économiquement à la Chine en plus d'affaiblir les Américains en proposant des drogues toujours plus dangereuses sur le marché. Les autorités chinoises ont répliqué en affirmant que ces nouvelles substances psychoactives ont été synthétisées à l'origine dans des laboratoires européens et américains⁵⁶. Les Chinois ne se gardent pas d'indiquer que si les Américains cessaient de consommer ces opioïdes, il n'y aurait plus de marché. Sans aller jusqu'à affirmer que la Chine est un État criminel, son manque de transparence et son implication – directe ou indirecte – croissante dans les trafics de drogues internationaux amènent à beaucoup d'interrogations.

La Chine communique pourtant ses actions en matière de lutte contre ce trafic d'opioïdes : en 2016, les autorités chinoises ont démantelé 93 laboratoires clandestins de kétamine⁵⁷. Mais cette donnée constitue un exemple typique du décalage entre une communication officielle qui cache derrière les chiffres son incapacité ou son manque de volonté de lutter contre un trafic.

⁵² United Nations, Office on Drugs and Crime, *World Drug Report 2018*, United Nations, 2018, Book 2, p 37.

⁵³ Maxime Robin, *Des laboratoires chinois aux morgues de l'Ohio*, Le Monde Diplomatique, février 2018.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Olivier Bault, *La Chine communiste, une vaste entreprise engagée dans une « guerre du fentanyl » contre les États-Unis*, réinformation.tv, 28/06/2018, <https://reinformation.tv/chine-fentanyl-etats-unis-bault-85801-2/>

⁵⁷ United Nations, Office on Drugs and Crime, *World Drug Report 2018*, United Nations, 2018, Book 3, p.69.

Dans le cas chinois, il n'est pas aisé de tirer des conclusions définitives, quel que soit le sujet. Tenter d'expliquer avec précision les méthodes et les projets de l'État chinois dans un domaine comme celui de la lutte contre les stupéfiants revient à allumer une bougie dans un océan d'obscurité.

Sur son territoire, la Chine mène une des politiques de prohibitions les plus répressives au monde, à travers des mesures punitives radicales comme la peine de mort ou l'internement forcé. Le gouvernement communiste peut difficilement mener cette politique à l'extérieur, d'autant plus que l'interventionnisme chinois est caractérisé par la prudence.

Dans la lutte contre les stupéfiants comme dans d'autres domaines, la Chine ne répond présente que si elle y trouve des intérêts. Les cas de la Birmanie et de la région du Primorié Kraï sont très représentatifs : constituant des intérêts économiques pour la Chine et ses partenaires, il y a eu dans ces cas précis une coopération efficace. Mais un espace régional trop risqué ou une absence d'intérêt sont des facteurs qui ralentissent considérablement la Chine dans sa lutte contre le trafic de drogue international. La corruption et la proximité étatique avec des organisations criminelles sont un autre élément qui témoigne de l'attitude ambiguë de la Chine.

La Chine mène bien une guerre à la drogue, mais pas celle des discours politiques. L'Empire du Milieu voit tout à travers le prisme de ses intérêts économiques. Ces intérêts lui dictent avant tout la prudence : la lutte contre le trafic de drogue à l'international comporte des risques considérables en matière sécuritaire.

Les réseaux de la drogue chinois, discrets, mais non moins considérablement étendus, sont partout dans le monde. Le trafic traditionnel d'héroïne géré par les Triades, mais aussi les nouvelles substances psychoactives et autres opioïdes produits dans les laboratoires chinois. Marché de production et de consommation, la Chine entre dans l'équation complexe que constitue le trafic global de drogues illicites. Si elle veut étendre son influence et garantir la sécurité de ses futures routes, la Chine ne peut contourner les enjeux liés au trafic de drogue global. Mais l'isolationnisme de la Chine paraît incompatible avec la lutte contre le trafic international. L'Organisation de Coopération de Shanghai constitue le seul moyen pour la Chine, à l'avenir, de coopérer efficacement avec ses partenaires dans ce domaine. ■

ASIA FOCUS #101

LES AMBIGUÏTÉS DE LA LUTTE ANTIDROGUE CHINOISE

PAR VICTOR KELLER / ANALYSTE STRATÉGIQUE, DIPLÔMÉ DE MASTER EN RELATIONS INTERNATIONALES

JANVIER 2019

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, Professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.
courmont@iris-france.org – emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille
courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org